Les acteurs de terrain en recherche de repères laïques

Claude Ruche

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/570>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.570

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2011

Pagination : 68-76

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Claude Ruche, « Les acteurs de terrain en recherche de repères laïques », *Hommes & migrations* [En ligne], 1294 | 2011, mis en ligne le 31 décembre 2013, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/570> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.570

Les acteurs de terrain en recherche de repères laïques

Par Claude Ruche,
formateur et directeur de l'association Accueil et formation
pour l'intégration et la citoyenneté (AFIC)

© Charb.

La deuxième partie du rapport du HCI sur *“les défis de l'intégration à l'école”* traite de *“l'expression religieuse dans les espaces publics de la République”*. Les douze recommandations qui y sont proposées portent sur la visibilité, la réglementation et l'enseignement de la laïcité, et, par voie de conséquence, conduit à une réaffirmation de son principe. Les fonctionnaires, les contractuels de l'État, les acteurs de terrain à la recherche de repères trouveront dans ce texte des éclairages sur le positionnement laïque.

Sur le sujet de la citoyenneté en général et de la laïcité en particulier, l'association Accueil et formation pour l'intégration et la citoyenneté (AFIC) assure la formation de fonctionnaires territoriaux, de travailleurs sociaux, d'intermédiaires de l'emploi, d'élus, de formateurs. Nous intervenons également sur la thématique de la lutte contre les discriminations. Les obligations légales obligent les collectivités à appliquer les contenus de la loi du 16 novembre 2001 relative à la lutte contre toutes les formes de discrimination. Après la signature d'une convention en 2007 entre le CNFPT, la Halde et l'Acsé⁽¹⁾, une grande partie des fonctionnaires territoriaux ont assisté à des séances d'information souvent suivies, pour l'encadrement, de sessions de formation. Au fil des expérimentations, nous sommes arrivés à la conclusion qu'il existe une carence sur la connaissance et la maîtrise du modèle républicain. C'est la raison pour laquelle nous avons mis en place des formations spécifiques. En effet, la lutte contre les discriminations est une thématique récente, que les 27 pays de l'Union européenne ont adoptée comme valeur commune et dont les fondements sont très imprégnés de culture anglo-saxonne, nous obligeant à regarder la société non pas comme un tout mais à partir des groupes ou communautés qui la composent, ce qui est en opposition avec notre culture républicaine qui ne considère qu'une seule communauté : la communauté nationale. Aussi, les dispositifs juridiques mis en place à partir de 2001, pour garantir la non-discrimination, déstabilisent-ils notre modèle républicain en nous tirant vers un modèle qui n'est pas le nôtre et qui se trouve en conflit avec nos valeurs et notre culture. Selon notre Constitution, la République française connaît les communautés mais ne les reconnaît pas. Elle ne prend en compte que les seuls citoyens pris dans leur individualité en leur confiant une part de la souveraineté, les plaçant ainsi à égalité de droits et de devoirs. Or la mondialisation et l'émergence d'un néo-libéralisme conquérant et triomphant nous a amenés à considérer que le problème de fond des sociétés européennes n'est plus l'inégalité économique avec son corollaire la lutte des classes, mais l'inégalité entre les cultures. Nous nous sommes convaincus que les pauvres ne sont pas des personnes qui manquent de ressources, mais des individus qui manquent de respect. Dès lors, c'est notre attitude à l'égard des pauvres et non la pauvreté qui devient le problème à résoudre⁽²⁾. Cela revient à analyser l'inégalité comme une conséquence de nos préjugés plutôt que de notre système social. De cette manière, on substitue le projet de créer une société plus égalitaire à celui d'amener les individus à renoncer à leur racisme, leur sexisme, leur homophobie, leur islamophobie... L'égalité républicaine, qui est une égalité de condition, tend à devenir, de ce fait, une égalité de position⁽³⁾ basée sur la reconnaissance des identités. Le citoyen se voit contraint de renoncer à la notion d'intérêt général et de choisir le ou les groupes sociaux qui correspondent à sa ou ses identités. Cette assignation

identitaire devient obligatoire si l'on veut bénéficier des dispositifs de discrimination positive. C'est pourquoi les différents groupes ainsi révélés revendiquent de plus en plus souvent des lois d'intérêt particulier qui garantiraient leurs droits spécifiques et leur identité. Dans ce glissement du général vers le particulier, nous avons remplacé les débats sur les inégalités économiques par des débats portant sur les préjugés et le respect.

La culture laïque

Dans ce contexte, la laïcité se trouve présentée comme un concept passéiste, réactionnaire et comme un frein au progrès. Les convictions religieuses sont devenues un critère de discrimination prohibé et les différentes religions, regroupées en groupes de pression, se sont engouffrées dans la brèche. Lors du vote de la loi relative à la lutte contre les discriminations, peu de voix s'élevèrent pour dénoncer des dispositions qui pouvaient remettre en cause la neutralité de l'espace public. C'est pourtant ce qu'il advint car les différentes religions comprirent immédiatement que la coutume laïque céderait facilement devant l'obligation légale. Les associations religieuses, par opportunisme, en ont profité pour faire leur retour dans l'espace public, en grignotant chaque jour un peu plus les limites. Désormais, la remise en cause de la neutralité de cet espace est "actée", la discussion ne portant plus que sur la définition de ses limites.

L'adhésion par le renoncement

Comme le dit très justement Alain-Gérard Slama, le "*principe de séparation, entre les Églises et l'État, est fondamentalement contradictoire avec le fait religieux lui-même*". Toutes les religions ont une conception unitaire de la personne. La séparation entre la sphère publique et la sphère privée leur est étrangère. La religion catholique, par exemple, fait obligation au chrétien d'aimer son prochain, ce qui implique que le moi religieux ne se sépare pas du moi rationnel. La laïcité propose une suspension de ce lien. L'homme est libre de croire mais le citoyen se doit d'être neutre, et par son attitude de neutralité il rejoint les autres citoyens ayant fait le même chemin vers la liberté.

La laïcité est un lien qui se constitue par la suppression de toute forme de liens. Avec la laïcité, l'adhésion se concrétise par un renoncement. J'accepte la condition de citoyen en renonçant à faire étalage de mes particularismes dans l'espace commun. Cette idée incroyable prend sa source dans le 14 juillet 1790. Ce jour-là,

300 000 représentants des provinces françaises se réunirent au Champ-de-Mars pour prêter serment à la nation. Ils acceptaient, par ce serment, d'abandonner leurs particularismes provinciaux, pour rejoindre, tous ensemble, une entité supérieure : la communauté nationale. Le roi aussi prêta serment, devenant un homme parmi les hommes en renonçant à son pouvoir divin. Mais le citoyen n'était toujours pas totalement libre et l'adhésion ne pouvait être complète qu'en renonçant à la primauté de la religion. Ce fut l'objectif de la laïcisation de l'État puis de l'école, qui fut menée, avec méthode, par la III^e République dans les années 1879-1886. L'objectif était de protéger la liberté de conscience des élèves de l'emprise de l'Église catholique. Dans ces grandes lois, fortement imprégnées de la pensée positiviste d'Auguste Comte, l'émancipation ne venait pas de la lutte mais du savoir. La loi de séparation de 1905 fut la touche finale validant, définitivement, la laïcisation de la société. Devenue principe constitutionnel de la République française, la laïcité ne saurait se comprendre comme une option spirituelle particulière, mais constitue *“un mode d'organisation politique de la cité”*, comme le souligne le rapport du HCL. Or, même si la laïcité est un principe constitutionnel, elle n'a pas véritablement d'assise juridique.

Aux larmes, citoyens !

Ce que nous montrent les échanges avec nos stagiaires, c'est que la perte de neutralité de l'espace public a provoqué une onde de choc révélatrice de l'attachement que les populations portent à la culture laïque. L'agacement provoqué dans un premier temps a fait place rapidement à un sentiment d'incompréhension devant ce qui est perçu comme une capitulation. Sur le terrain, la situation est difficile. Les professionnels dans leur ensemble, et surtout ceux qui sont en première ligne avec la population, se débattent dans des conflits où l'on oppose le droit à la culture. Conflits perdus d'avance, incapables qu'ils sont d'expliquer la laïcité, son histoire et ses concepts. Leur position les place dans l'obligation de défendre la laïcité sans en avoir les moyens. Retranchés dans une posture radicale, ils ne peuvent pas faire face à une opposition juridiquement étayée. En effet, la lutte contre les discriminations repose juridiquement sur 4 textes de loi⁽⁴⁾. Et la laïcité sur l'article II de la loi du 28 mars 1882 qui précise : *“Les écoles primaires publiques vaqueront un jour par semaine, en outre du dimanche, afin de permettre aux parents de faire donner, s'ils le désirent, à leurs enfants, l'instruction religieuse, en dehors des édifices scolaires”*⁽⁵⁾ ; sur la loi de 1905, qui régit les rapports entre les Églises et l'État et dans laquelle le mot “laïcité” n'apparaît jamais ; et enfin sur la loi du 15 mars 2004 encadrant, en application du principe de

laïcité, le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics. D'autre part, la jurisprudence du Conseil d'État et les recommandations de la Halde sont ouvertement défavorables aux principes laïques. En résumé, nous avons, d'un côté, un arsenal juridique complet et, de l'autre, un patchwork de textes qui sacralisent l'école et qui font obligation aux fonctionnaires de rester neutres. Il en résulte, pour les professionnels, des tensions personnelles et sociales qui engendrent une méfiance généralisée. À cet état de fait, déjà préoccupant, vient s'ajouter ce que Pierre-André Taguieff appelle *"l'égalitarisme axiologique"*⁽⁶⁾, *"qui dérive de l'impératif d'une tolérance sans frontière qui tend aujourd'hui à se substituer au principe de laïcité et qui présuppose la réduction de celui-ci à un cadre vide, destiné à accueillir toutes les croyances et les manières de vivre du monde"*⁽⁷⁾. Enfin, le Conseil de l'Europe place les religions, dans le contexte général du *"dialogue des cultures"*, au sein d'une dynamique qualifiée d'*"ultra-modernité"* qui est censée définir les rapports entre États, sociétés et religions⁽⁸⁾. Les défenseurs de cette laïcité de "reconnaissance" pensent que les religions sont des ressources convictionnelles susceptibles de transmettre et d'appuyer la ferveur démocratique⁽⁹⁾.

La tolérance obligatoire

Les professionnels en relation directe avec le public sont contraints à pratiquer une tolérance imposée, qui s'apparente à une forme de compromis souvent vécu comme une démission. *"Tolérer quelqu'un signifie reconnaître une différence, une étrangeté qui nous sépare, qui cependant est acceptée. Autrement dit, l'acte de tolérer implique une aversion latente ou une lutte entre ceux qui tolèrent et ceux qui sont tolérés. La tolérance, c'est aussi l'acte d'accepter malgré tout ce qu'on ne pense ni ne fait, voire ce qu'on désapprouve ou réprouve"*⁽¹⁰⁾. Mais cette tolérance n'est que de façade et engendre de véritables rancœurs. Dans certaines collectivités, les agents racontent leurs aigreurs, leur souffrance et leurs incompréhensions. Ils se sentent abandonnés de leur hiérarchie et des institutions. Ils constatent le manque de cohérence de leurs responsables qui, dans les conflits liés à la laïcité, font des concessions jugées inacceptables ou inéquitables. Il convient de préciser que les pauvres responsables sont dans une situation peu enviable, coincés entre l'obligation de résultats et la terreur de se rendre coupables d'un délit de discrimination. Le mot d'ordre général, dans les services de l'État, semble être *"Pas de vagues !"* et nous avons observé cette posture à tous les niveaux hiérarchiques, du préfet au chef d'équipe. Il va sans dire que la laïcité n'en sort pas renforcée et que de compromission en accommodement, c'est bien un

abandon général de notre modèle républicain que nous observons dans les services. C'est que, comme le disait Philippe Seguin, *“tout le monde semble douter que la République présente une quelconque utilité dans le traitement de notre crise de civilisation⁽¹¹⁾”*. Notre modèle républicain laïc a pourtant largement fait ses preuves en termes d'efficacité. Modèle d'équilibre et d'intelligence, *“architecture subtile des valeurs⁽¹²⁾”*, il protégeait l'État des religions, les religions de l'État, et les religions entre elles. Et il protégeait de la même manière le croyant, l'athée, l'agnostique ou l'apostat⁽¹³⁾. *“La forme de l'association politique laïque permettant à chacun de vivre en communauté, mais aussi de changer de communauté ou encore de se soustraire à toute communauté, le principe de suspension du lien social apparaît comme constitutif du lien politique, tout autre lien étant surabondant pour former la cité⁽¹⁴⁾”*. L'acte d'adhésion à ce modèle se trouvait dans le renoncement à faire étalage de la religion dans l'espace commun. C'est à ce prix que l'individu devenait un citoyen libre et responsable, se transformant en un agent politique pur, délié de la tyrannie de ses appartenances. Il pouvait alors jouir pleinement de la liberté qu'il s'était donnée en égalité de position avec tous ceux qui avaient fait le même chemin, créant, de ce fait, un sentiment de

confiance, de réciprocité, en un mot, de fraternité. Le déséquilibre provoqué par la lutte contre les discriminations vient du fait que les religions sont protégées de l'État, mais l'État n'est plus protégé des religions. Il en résulte que, dans les services, aujourd'hui, le sentiment qui domine est que l'on est en train d'abandonner purement et simplement la culture laïque, voire, pour les plus désespérés, le modèle républicain lui-même.

Des professionnels déboussolés

Cette impression, que verbalisent très bien les agents, provoque des effets dévastateurs car elle remet en cause l'idée de communauté de destin qui se trouve, depuis 1870, au cœur du pacte républicain. La dilution de la communauté nationale dans la tyrannie des identités multiples (et des appartenances religieuses) est productrice d'angoisses car, *“loin de se présenter comme la voie de la pacification des passions identitaires, elle prend l'allure d'une explosion immaîtrisable de ces dernières”*⁽¹⁵⁾. Catherine est infirmière dans un CHU depuis de nombreuses années. Lors d'une session de formation ayant pour objet la citoyenneté à l'hôpital, elle partagea son exaspération face à un collègue musulman qui avait obtenu de sa hiérarchie de ne jamais travailler le vendredi. Au-delà de ses interrogations sur le principe laïque, elle constatait que ce collègue

Le déséquilibre provoqué par la lutte contre les discriminations vient du fait que les religions sont protégées de l'État, mais l'État n'est plus protégé des religions.

échappait ainsi au roulement des astreintes du week-end, remettant en cause l'équité dans la répartition de la charge de travail. Son désarroi était profond, animé par un sentiment de colère, de voir la religion prendre le pas sur les impératifs de service. Après une longue discussion collégiale, il fut décidé qu'elle écrirait à la direction de l'établissement, faisant valoir que sa religion catholique lui faisait interdiction de tra-

vailer le dimanche. Sa demande fut refusée ! Ce n'est que lorsque cinq collègues firent la même requête, que la direction décida de revenir sur le principe en supprimant toutes les dérogations religieuses. Cet exemple parmi d'autres illustre le malaise général. On comprend aisément que les travailleurs sociaux ou les fonctionnaires, livrés à eux-mêmes, soient dans une situation difficile qui nécessiterait une solide formation générale sur la laïcité, replacée dans l'équilibre du modèle républicain. La mise en place de cette formation fait partie des recommandations du HCI.

La volonté de reconquête

La laïcité française n'a jamais, dans sa courte histoire, été aussi violemment attaquée, de toutes parts, que durant les deux dernières décennies. À l'intérieur même de la société française, les partisans de son aménagement ou de son abandon sont nombreux. Au prétexte qu'elle serait "dépassée", "ringarde", "discriminante", ils l'assimilent à une forme de "*nationalisme exclusiviste et stérile*⁽¹⁶⁾", "*ce piège où la laïcité et les valeurs de la République se confondent avec ces dérives que sont le laïcisme et le républicanisme. Nouveaux dogmes d'une France drapée dans son conservatisme, qui se cogne la tête au mur de ses peurs et de ses fantasmes*⁽¹⁷⁾". Les détracteurs de la laïcité nous proposent une laïcité "ouverte", "positive", "raisonnée" ou encore de "reconnaissance", parfaitement conscients que tout adjectif accolé au mot laïcité en dénature profondément le sens. Dans cette offensive sans précédent, l'Europe n'est pas en reste. Nombre de pays européens s'interrogent pratiquement sur l'utilité sociale de la religion et développent, de façon plus ou moins explicite, des politiques publiques visant à intégrer celle-ci dans la gouvernance globale de la société, y compris en matière d'éducation scolaire⁽¹⁸⁾.

Face à cette double offensive, nous ne pouvons que constater notre désarroi et notre manque d'organisation. Dans une société totalement médiatisée, la laïcité perd de sa visibilité : pas de sondage d'opinion, pas de débats politiques ou philosophiques, pas de films historiques expliquant pourquoi nous avons fait le choix laïque, pas de documentaires, pas d'expositions, pas de romans, pas d'artistes qui la défendent, peu d'articles, peu de colloques... Nos tentatives pour la promouvoir semblent dérisoires et pathétiques, alors que les détracteurs ont su mobiliser les talents et les énergies. C'est peut-être que nous nous sommes retranchés trop facilement dans une attitude de défense alors qu'il aurait fallu affirmer, valoriser, expliquer, former et porter la laïcité comme l'étendard de nos libertés⁽¹⁹⁾. Le résultat est que la laïcité est défendue par le Front national, d'un côté, et par les religions, de l'autre, et ce n'est pas pour nous rassurer.

Alors, arrêtons de vouloir défendre la laïcité et commençons à en faire la promotion. C'est exactement ce que proposent les douze recommandations du HCI concernant "*l'expression religieuse dans les espaces publics de la République*". Passons à l'action et expliquons pourquoi nous pensons que la laïcité est indispensable au fonctionnement harmonieux de la société. Plus que jamais, devant la montée en puissance des intégrismes et des fondamentalismes religieux, nous devons être conscients que les aménagements demandés ne sont que la première étape d'une remise en cause complète de la laïcité. La dynamique laïque a besoin de s'organiser, de se structurer, de s'exprimer. Fournissons-lui les espaces d'expression dont elle a un urgent besoin. ■

Bibliographie

- Rapport, *La Discrimination dans la jurisprudence de la Cour de cassation*, Paris, La Documentation française, 2008.
- Beaubérot Jean, *Histoire de la laïcité*, Paris, PUF, 2008.
- Coq Guy, *Laïcité et République – le lien nécessaire*, Paris, éditions du Félin, 2003.
- Isoart Paul et Bidegaway Christian, *Des Républiques françaises*, Paris, Economica, 1988.
- Kintzler Catherine, *Qu'est-ce que la laïcité ?*, Paris, Vrin, 2008.
- Michaels Walter Benn, *La Diversité contre l'égalité*, Paris, Raisons d'agir, 2009.
- Rousseau Jean-Jacques, *Du contrat social – extraits*, Paris, Larousse, 1953.
- Roy Olivier, *La Laïcité face à l'islam*, Paris, Hachette littératures, 2009.
- Seguin Philippe, *Discours encore et toujours républicains*, Paris, Denoël, 1994.
- Slama Alain-Gérard, *La Régression démocratique*, Paris, Tempus, 2002.
- Taguieff Pierre-André, *La République enlisée, pluralisme, communautarisme et citoyenneté*, Paris, éditions des Syrtes, 2005.
- Willaime Jean-Paul, *Le Retour du religieux dans la sphère publique, vers une laïcité de reconnaissance et de dialogue*, Lyon, éditions Olivétan, 2008.

Notes

1. Centre national de la fonction publique territoriale, Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité, Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances.
2. Walter Benn Michaels, *La Diversité contre l'égalité*, Paris, Raisons d'agir, 2009.
3. Les dispositifs de lutte contre les discriminations doivent être replacés dans le cadre de notre modèle républicain. Déconnectés de ce modèle, ils peuvent servir de masque au différencialisme culturel et glisser vers la différence des droits.
4. Loi du 16 novembre 2001 relative à la lutte contre les discriminations ; la loi du 30 décembre 2004 portant création de la Halde ; la loi du 31 mars 2006 relative à l'égalité des chances ; et la loi du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations.
5. Repris dans son intégralité dans l'article L. 141-3 du code de l'éducation.
6. Tout est également respectable.
7. Yirmiyahu Yovel, cité par Pierre-André Taguieff dans *La République enlisée, pluralisme, communautarisme et citoyenneté*, Paris, éditions des Syrtes, 2005.
8. Jean-Paul Willaime, *Le Retour du religieux dans la sphère publique, vers une laïcité de reconnaissance et de dialogue*, Lyon, éditions Olivétan, 2008.
9. *Ibid.*, p. 9.
10. *Ibid.*
11. Philippe Seguin, *Discours encore et toujours républicains*, Paris, Denoël, 1994, p. 29.
12. Paul Isoart et Christian Bidegaway, *Des Républiques françaises*, Paris, Economica, 1988, p. 22.
13. Se dit d'une personne, un apostat, qui renonce à une religion ou à un dogme.
14. Catherine Kintzler, *Qu'est-ce que la laïcité ?*, Paris, Vrin, 2008., p. 32.
15. Pierre-André Taguieff, *op. cit.*
16. Le 27 janvier 2010, paraissait dans le journal *Libération* un article cosigné par Esther Benbassa, Noël Mamère et Eva Joly intitulé "Manifeste pour une écologie de la diversité", qui est un véritable plaidoyer contre la laïcité et contre la République.
17. *Ibid.*
18. Jean-Paul Willaime, *op. cit.*, p. 51.
19. Voir les sites Internet de la Ligue de l'enseignement (www.laïcité-laligue.org) et du discriminologue (www.lediscriminologue.org).